
ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

Demandes de renseignements particuliers de
l'opposition officielle



Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Général

- RP1 Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).....
- RP7 Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).
- RP9 Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2011-2012, indiquer :
- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des membres du conseil d'administration;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.....
- RP10 Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la Haute direction, les montant ventilés pour l'année 2011-2012 concernant :
- a) les frais de déplacement;
 - b) les frais de représentation;
 - c) les frais de repas;
 - d) les frais de voyage;
 - e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.....

Conseil des services essentiels

- RP104 Nombre de dossiers qui se sont rendus en révision judiciaire et nature des décisions rendues.....
- RP105 Nombre de dossiers réglés en médiation par le Conseil des services essentiels.....
- RP106 Nombre et nature des décisions rendues au cours de l'année, par le Conseil des services essentiels, par secteur d'intervention.....
- RP107 Mesures de réparation imposées par le Conseil des services essentiels au cours de la dernière année.....
- RP108 Toute étude ou analyse par le Conseil des services essentiels concernant le transport en commun et la Loi sur les services essentiels.....

RP109 Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition du Conseil des services essentiels, et l'intégration de ses activités à la Commission des relations du travail » ainsi que ventilation des économies budgétaires projetées.....

Commission des relations du travail

RP110 Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions. Ventilation par année

RP111 Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier (ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT

RP112 Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances

RP113 Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.....

RP114 Depuis la création de la CRT, par mois, et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées)

RP115 Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne)

RP116 Budget de fonctionnement de la CRT en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013

RP117 Effectifs de la CRT en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013

RP118 Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats

RP119 Nombre d'enquêteurs affectés au respect des dispositions antibriseurs de grève du Code du travail

RP120 Nombre d'enquêteurs affectés aux agences de placement.....

RP121 Nombre d'enquêtes concernant le respect des dispositions antibriseurs de grève qui ont eu lieu depuis 2003-2004. Ventiler pour chacune des années financières

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP1

Indiquer la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Commission des relations du travail

	<u>2011-2012*</u>
Services professionnels – CSPQ	487 826 \$
Services professionnels – externe	5 750 \$
Services auxiliaires	2 853 \$
Achat de logiciels	1 406 \$
Achat de matériel	10 442 \$
TOTAL	508 277 \$

* 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012

Conseil des services essentiels

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

	<u>2011-2012</u>
Services professionnels – CSPQ	Aucune
Services professionnels – externe	Aucune
Services auxiliaires	Aucune
Achat de logiciels	Aucune
Achat de matériel	Aucune

En raison de l'intégration du Conseil des services essentiels à la Commission des relations du travail, aucune dépense n'a été effectuée entre le 1^{er} avril et le 30 septembre 2011.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP7

Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Commission des relations du travail

Aucun.

Conseil des services essentiels

Aucun.

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP9

Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2011-2012, indiquer :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Commission des relations du travail

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération :

NOM	PRÉNOM	CORPS	TITRE DE FONCTION
Jacob	Céline	104	Agente d'information
Lagacé	Julie	104	Responsable des communications
Beauchamp	Donald	105	Agent de relations du travail
Bélanger	Claire	105	Adjointe au Secrétaire et directeur général
Blais	Pierre	105	Agent de relations du travail
Brzezinska	Danuta	105	Responsable des statistiques et Webmestre
Bussièrès	Laurenne	105	Responsable des ressources financières et matérielles
Chiasson	Alphonse	105	Chef d'équipe, agent de relations du travail
Cordeau	Nathalie	105	Agente de relations du travail
Côté	Mona	105	Agente de relations du travail
Desfossés	Danielle	105	Agente de relations du travail
Ferland	Nathalie	105	Agente de relations du travail
Flageol	Nathalie	105	Agente de relations du travail
Franche	Julie-Andrée	105	Agente de relations du travail
Gagnon	Philippe	105	Agent de relations du travail
Gaudet	Frédéric	105	Agent de relations du travail
Germain	Jacqueline	105	Agente de relations du travail
Grégoire	Chantal	105	Agente de relations du travail
Houle	Jocelyne	105	Agente de relations du travail
Internoscia	Claude	105	Agent de relations du travail
Larivière	Normand	105	Professionnel au greffe
Lebel	Eric	105	Agent de relations du travail
Leclerc	Suzanne	105	Responsable des ressources humaines
Levéronne	Hélène	105	Agente de recherche en droit
Lévesque	Andrée	105	Agente de relations du travail
Marcotte	Marie-Claude	105	Agente de relations du travail
Pigeon	Sylvie	105	Agente de relations du travail
Robitaille	Marc	105	Chef d'équipe, agent de relations du travail
Séguin	Michel G.	105	Agent de relations du travail
Simard	Pascale	105	Agente de relations du travail
Thériault	Jean-François	105	Agent de relations du travail
Vallières	Suzy	105	Agente de relations du travail
Bailly	Chantal	108	Responsable de la gestion documentaire et du soutien opérationnel
Dumont	Anne	108	Responsable des processus et procédures
Langlois	Robert	108	Responsable des ressources informationnelles
Robineault	Josée	108	Pilote de systèmes d'information
Rose	François	108	Webmestre/sécurité de l'information
Bouchard	Émilie	115	Conseillère juridique

NOM	PRÉNOM	CORPS	TITRE DE FONCTION
Hébert	Monique	115	Conseillère juridique
Romero	Carola	115	Conseillère juridique
Synnott	Pascale	115	Conseillère juridique
Trépanier	Suzanne	115	Conseillère juridique
Aubin	Sylvie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Desharnais	Julie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Labelle	Eric	200	Agent de bureau, ressources financières et matérielles
Lavoie	Carole	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Lefranc	Martine	200	Agente de bureau au greffe
Légaré	France	200	Agente de bureau, soutien aux agents de relations du travail
Morneau	Sylvie	200	Agente de bureau
Trépanier	Céline	200	Agente de bureau, traitement administratif des cas
Alarie	Ginette	221	Agente de secrétariat
Belley	Johanne	221	Agente de secrétariat
Bertrand	Chantal	221	Agente de secrétariat
Hébert	Solange	221	Agente de secrétariat
Labelle	Suzanne	221	Agente de secrétariat
Laurin	Christiane	221	Agente de secrétariat
Mathieu	Johanne	221	Agente de secrétariat
Miron	Diane	221	Agente de secrétariat
Naffaa Salameh	Christiane	221	Agente de secrétariat
Perreault	Annie	221	Agente de secrétariat
Sasseville	Louise	221	Agente de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agente de secrétariat
Gallant	Mariette	249	Préposée aux renseignements
Caron	Danielle	264	Technicienne en administration
Larochelle	Martine	264	Technicienne en administration
Lavoie	Diane	264	Technicienne en ressources financières et matérielles
Picard	Johanne	264	Technicienne en administration, service à la clientèle
Plante	Marlène	264	Technicienne en administration
Thomassin	Diane	264	Technicienne en administration/enquêteur
Vibert	Sonia	264	Technicienne en administration, bureau de la présidence
Deschênes	Johanne	276	Réceptionniste téléphoniste
Pomerleau	Suzanne	276	Réceptionniste téléphoniste
Brasseur	Raymond	283	Technicien en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Gallant	Johanne	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Giron Escobar	Mayra Elizabeth	283	Technicienne en droit
Harguindeguy	Rose Marie	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Joachim	Yveline	283	Technicienne en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Tremblay	France	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Tremblay	Lucie L.	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Harnois	Sylvie	297	Agente de secrétariat
Boisvert	Micheline	630	Directrice du greffe et du secrétariat
Farmer	Richard	630	Conseiller cadre
Métivier	Claude	630	Secrétaire et directeur général
Pageau	Sandra	630	Directrice régionale de l'Ouest du Québec
Roy	Sophie	630	Directrice régionale de l'Est du Québec et des ressources financières et matérielles

Source : Données extraites du SAGIP à la page 24 du 23 FÉVRIER 2012 (effectif en place au 23 FÉVRIER 2012).

- b) la liste des membres du conseil d'administration :
- Non pertinent à la Commission des relations du travail
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV :
- Non pertinent à la Commission des relations du travail
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation (du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012) :
- Incluant les commissaires
- Frais de déplacement : 279 650 \$
 - Frais de représentation : 6 800 \$

Conseil des services essentiels

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

a) la liste des employés et les corps d'emploi

Cadres et médiateurs

COUTU, M^e Jeanne
DESFOSSÉS, Danielle
MARCOTTE, Marie-Claude
PIGEON, Sylvie

Professionnels

JACOB, Céline
LARIVIÈRE, Normand
PLANTE, Marlène
ROSE, François
ROMERO, M^e Carola
SYNNOTT, M^e Pascale

Personnel de soutien et technicien

ALARIE, Ginette
HARNOIS, Sylvie
LEGARÉ, France
SASSEVILLE, Louise
THOMASSIN, Diane

b) la liste des membres du conseil d'administration :

- Non pertinent au Conseil des services essentiels

c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV :

- Non pertinent au Conseil des services essentiels

d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Incluant les membres

- Frais de déplacement : 26 555 \$
- Frais de représentation : 2 559 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP10

Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2011-2012 concernant :

- a) les frais de déplacement;
- b) les frais de représentation;
- c) les frais de repas;
- d) les frais de voyage;
- e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Commission des relations du travail

a), b), c) et d) du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012 :

	Frais de voyage	Frais de représentation	Frais réunions de travail
Robert Côté, président	8 901 \$	2 376 \$	1 142 \$
Hélène Fréchette, vice-présidente	3 575 \$	1 630 \$	1 438 \$
Irène Zaïkoff, vice-présidente	840 \$	1 834 \$	3 402 \$

e) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

Conférence des arbitres du Québec – Mont St-Hilaire

Robert Côté	21,17 \$
Hélène Fréchette	187,00 \$

Cercle Haute fonction publique – Québec

Robert Côté	489,50 \$
-------------	-----------

Conférence Labour Chair – Halifax

Hélène Fréchette	1 192,64 \$
------------------	-------------

Conférence des juges administratifs du Québec – Boucherville

Robert Côté	225,00 \$
Hélène Fréchette	277,35 \$
Irène Zaïkoff	225,00 \$

Conseil des services essentiels

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

a), b), c) et d) du 1^{er} avril 2011 au 30 septembre 2011 :

	Frais de voyage	Frais de représentation
Robert Côté, président par intérim	2 221 \$	863 \$
Françoise Gauthier, vice-présidente	1 677 \$	741 \$
Jeanne Coutu, directrice de l'administration et adjointe à la présidence	58 \$	500 \$

e) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

S/O

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP104

Nombre de dossiers qui se sont rendus en révision judiciaire et nature des décisions rendues.

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

Deux décisions du Conseil des services essentiels ont fait l'objet de requêtes en révision judiciaire.

1. La Cour supérieure a rejeté la requête en révision judiciaire de la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges.
2. La Cour supérieure a rejeté la requête en révision judiciaire de l'Association des juristes de l'État. Toutefois, l'Association des juristes de l'État a fait appel de cette décision.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP105

Nombre de dossiers réglés en médiation par le Conseil des services essentiels.

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

6 dossiers ont été réglés par voie de médiation.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP106

Nombre et nature des décisions rendues au cours de l'année par le Conseil des services essentiels, par secteur d'intervention.

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

Le Conseil des services essentiels a rendu 14 décisions.

SERVICES ESSENTIELS

- SERVICES PUBLICS

En évaluation de services essentiels : **8** décisions

En évaluation de services essentiels modifiés ou difficultés d'application de services essentiels : **1** décision

REDRESSEMENT

- Services publics : **2** décisions
- Secteurs public et parapublic : **2** décisions
- Fonction publique : **1** décision

Nombre de décisions déposées à la Cour supérieure en vertu de l'article 111.20 C.t. : **4**

Nombre total d'audiences publiques tenues : **8**

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP107

Mesures de réparation imposées par le Conseil des services essentiels au cours de la dernière année.

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

Aucune.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP108

Toute étude ou analyse par le Conseil des services essentiels concernant le transport en commun et la Loi sur les services essentiels.

Veillez noter que le Conseil des services essentiels a été aboli et que ses compétences, de même que le personnel, ont été transférés à la Commission des relations du travail le 1^{er} octobre 2011. Conséquemment, les données demandées couvrent la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2011.

Aucune.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP109

Tous les documents, notes mémos, lettres relativement à « l'abolition du Conseil des services essentiels, et l'intégration de ses activités à la Commission des relations du travail » ainsi que ventilation des économies budgétaires projetées.

Le Conseil du trésor répondra globalement à cette question.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP110

Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions. Ventilation par année.

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise					
Nature des décisions rendues	Année				
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012*
Accueillies	213	154	165	164	140
Désistements	8	16	77	35	14
Règlements	0	0	0	0	0
Rejetées	2	7	5	5	0
Sous-total	223	177	247	204	154

Article 46: Résolution de difficultés					
Nature des décisions rendues	Année				
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012*
Accueillies	3	2	4	3	2
Désistements	0	0	1	0	6
Règlements	0	0	0	0	0
Rejetées	2	0	0	2	1
Sous-total	5	2	5	5	9

Total	228	179	252	209	163
-------	-----	-----	-----	-----	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

* du 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP111

Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT.

Voir liste détaillée annexée.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1 ^{er} avril 2011 au 29 février 2012						
N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20111772	2011-04-01	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Denis Leclerc
						Ville de Montréal
CM20111773	2011-04-01	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal
						Yves Dumas
CM20111776	2011-04-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Michel Lord
						Ville de Montréal
CM20111780	2011-04-01	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Pierre Hubert
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal, Arrondissement de
						Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
CM20111795	2011-04-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Guy Vadnais
						Ville de Montréal
CM20111922	2011-04-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Johanne Rouillard
						Ville de Montréal
CM20111923	2011-04-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Claude Théorêt
						Ville de Montréal
CM20111924	2011-04-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Jean Dominique
						Ville de Montréal
CM20111995	2011-04-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Rejetées	2011-09-06	Rejetées	Laurent Gravel
						Ville de Montréal
CM20112056	2011-04-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Gina Angeli
						Ville de Montréal
CM20112057	2011-04-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Pierre Lauzon
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal (STM/Sécurité Incendie Montréal)

CM20112098	2011-04-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Pierre Lévesque
						Ville de Montréal
CM20112106	2011-04-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Bertrand Plante
						Ville de Montréal
CM20112186	2011-04-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Louise Perron
						Ville de Montréal
CM20112187	2011-04-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Biagio Zilembo
						Ville de Montréal
CM20112248	2011-04-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Myriame Beaudoin
						Ville de Montréal
CM20112249	2011-04-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Jean Walsh
						Ville de Montréal
CM20112278	2011-04-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Michel Lapierre
						Ville de Montréal
CM20112296	2011-04-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Normand Girard
						Ville de Montréal
CM20112378	2011-04-27	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Bernard Malo
						Municipalité de Papineauville
CM20112510	2011-05-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Johanne Raymond
						Ville de Montréal
CM20112520	2011-05-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Annie Martin
						Ville de Sherbrooke
CM20112590	2011-05-12	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Georgette Chèvrefils
						Municipalité de Lacolle
CM20112802	2011-05-25	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Municipalité de Sainte-Justine- de-Newton
						Stéphane Trottier
CM20112816	2011-05-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Guy Corbin
						Ville de Boucherville
CM20113465	2011-06-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Alain Cardinal
						Ville de Montréal

CM20113598	2011-06-22	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2011-08-10	Règlements	Guy Fournier
CM20113612	2011-06-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2012-01-24	Désistements	Municipalité de Courcelles Jacques Rivet
CM20113642	2011-06-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal Jean Dominique
CM20113873	2011-07-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal Normand Chagnon
CM20113887	2011-07-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal Paul Rathé
CM20113934	2011-07-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas en traitement administratif			Ville de Brossard Paul Dansereau
CM20113953	2011-07-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas en traitement administratif			Ville de Montréal Marie-Josée Nobert
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal - Arrondissement d'Outremont - travaux publics
CM20113962	2011-07-18	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2011-09-09	Désistements	Patrick Lafleur
CM20114005	2011-07-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2011-10-27	Règlements	Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot Guy Filiatrault
CM20114133	2011-07-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Kirkland Sarah Germain
CM20114320	2011-08-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Mascouche Alain Legault
CM20114346	2011-08-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal Charles Fournier
CM20114392	2011-08-22	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2011-10-14	Désistements	Ville de Magog Municipalité de Saint-Mathias-sur- Richelieu
CM20114733	2011-09-13	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Vincent Dansereau Guy Roy
						Municipalité de Lac-Simon

CM20114929	2011-09-23	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Andrée Provost
CM20114955	2011-09-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Municipalité de Sainte-Clothilde
CM20115067	2011-09-29	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Ville de Sainte-Agathe-des-Monts
CM20115230	2011-10-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Vincent Langevin
CM20115290	2011-10-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Charles Fournier
CM20115334	2011-10-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Magog
CM20115443	2011-10-20	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assigné à un commissaire			André Lessard
						Ville de Montréal
						Michael Herring
						Ville de Cookshire-Eaton
						Charles Biron
						Ville de Saint-Jérôme
						Christian Guyon
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal, Arrondissement
CM20115844	2011-11-01	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2012-02-22	Désistements	Villeray - Saint-Michel - Parc Extension
						Sylvain Dorais
						Ville de Montréal
CM20115893	2011-11-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal Arrondissement Plateau Mont-Royal
						Louise Dupont
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal - Arrondissement du Sud-Ouest
CM20116021	2011-11-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Mannon Larose
CM20116058	2011-11-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal
CM20116189	2011-11-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Rejetée	2012-02-24	Rejetée	Carl Beaulieu
CM20116216	2011-11-21	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal
						Jean Jacques Ramy Davidson
						Ville de Montréal
						André Lessard
						Ville de Montréal

CM20116258	2011-11-22	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Julie Doyon
CM20116350	2011-11-29	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal
CM20116555	2011-12-07	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Carlos Manzoni Da Silva
CM20116733	2011-12-14	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal
CM20116831	2011-12-19	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Benoit Pelletier
CM20116872	2011-12-20	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Municipalité de Saint-Jacques
CM20116878	2011-11-23	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			François Le Brun
CM20116879	2011-12-20	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Ville de Montréal
CM20116962	2011-12-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqué et assigné à un ART			Edison Ramirez
CM20116963	2011-12-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Ville de Montréal
CM20116964	2011-12-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Dan Meunier
CM20116973	2011-12-29	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqué et assigné à un ART			Municipalité de Chelsea
CM20120151	2012-01-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Michael Dunlop
CM20120187	2012-01-16	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Municipalité de Chelsea
CM20120349	2012-01-25	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Josée Perreault
						Service de police de la Ville de Montréal
						Ville de Montréal
						Jacques Dicaire
						Ville de Montréal
						Johanne Couture
						Ville de Montréal
						Michel Gagné
						Ville de Mont-Tremblant
						Municipalité de Sainte-Clotilde
						Nicole Marcil
						Eric Lacasse
						Ville de Joliette
						Jean Mercier
						Ville de Montréal
						Daniel Chartrand
						Ville de Montréal
						Arrondissement du Sud-Ouest

CM20120445	2012-01-31	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Michel Albert
						Municipalité de Ripon
CM20120540	2012-02-03	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqué			Ghyslain Drolet
						Municipalité de Preissac
CM20120625	2012-02-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assigné à un commissaire			Johanne Couture
						Ville de Montréal
CM20120848	2012-02-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqué et assigné à un ART			Pascal Sarrazin
						Ville de Bromont
CM20120894	2012-02-23	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Cas convoqué et assigné à un ART			Bombardier Aéronautique
CQ20113044	2011-06-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas déferés aux tribunaux			Serge Riendeau
						Ginette Poulin
						Ville de Québec
CQ20114080	2011-07-25	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2012-03-12	Règlements	Carole Giroux
						Municipalité Ste-Madeleine de la Rivière Madeleine
CQ20114358	2011-08-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2012-03-15	Règlements	Julie Bouchard
						Ville de Victoriaville
CQ20114359	2011-08-18	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2012-03-12	Règlements	Julie Bouchard
						Ville de Victoriaville
CQ20114644	2011-09-08	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2012-02-13	Règlements	Municipalité d'Hébertville-Station
						Serge Martel
CQ20115532	2011-10-24	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactif suite à la demande des parties			Municipalité de Ste-Christine-d'Auvergne
						Nathalie Matte
CQ20116117	2011-11-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2012-03-08	Règlements	Luc Grandmaison
						Ville de Roberval
CQ20120421	2012-01-20	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqué et assigné à un ART			Heidi Spahr
						Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval
CQ20121035	2012-02-28	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqué et assigné à un ART			Christine Falardeau-Lamontagne
						Municipalité de Sainte-Aurélie
Nb: 82						

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP112

Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances.

Aucune.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDES DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP113

Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 2007-2008					
Code du travail	55	62	126	205	3131
Loi sur les normes du travail	224	322	237	365	2965
Loi secteur des affaires sociales	131	131	136	136	9
Autres lois	84	159	131	230	70
Total	147	202	179	282	6175
Année 2008-2009					
Code du travail	57	68	105	168	3248
Loi sur les normes du travail	165	266	199	350	2805
Loi secteur des affaires sociales	147	147	137	141	9
Lois – Construction et qualification	94	101	249	284	196
Autres lois	119	293	263	424	75
Total	119	169	153	256	6333

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 2009-2010					
Code du travail	70	87	118	279	3980
Loi sur les normes du travail	149	261	178	376	2470
Loi secteur des affaires sociales	63	63	63	63	6
Lois – Construction et qualification	116	140	190	241	160
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	66	66	64	64	194
Loi – Responsables d’un service de garde	21	21	43	43	154
Lois – Statut des artistes	196	196	196	196	1
Autres lois	93	308	208	400	71
Total	108	152	138	302	7036
Année 2010-2011					
Code du travail	59	86	113	256	3322
Loi sur les normes du travail	158	251	187	339	2195
Loi secteur des affaires sociales	92	92	85	85	8
Lois – Construction et qualification	77	80	110	160	156
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	44	44	56	56	76
Loi – Responsables d’un service de garde	73	73	81	84	59
Lois – Statut des artistes	239	268	367	429	10
Autres lois	98	176	154	358	86
Total	113	169	140	282	5912
Année 2011-2012*					
Code du travail	64	78	103	165	3100
Loi sur les normes du travail	170	268	193	334	2307
Loi secteur des affaires sociales	106	106	113	113	42
Lois – Services essentiels**	6	6	8	8	4
Lois – Construction et qualification	89	97	139	163	130
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	42	44	52	57	37
Loi – Responsables d’un service de garde	453	453	428	430	137
Lois – Statut des artistes	0	0	0	0	0
Autres lois	75	469	131	186	68
Total	107	166	147	241	5823

* 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012

** 1^{er} octobre 2011 au 29 février 2012

* 1^{er} avril 2011 au 29 février 2012 ** 1^{er} octobre 2011 au 29 février 2012

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP114

Depuis la création de la CRT, par mois, et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre des décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).

Question 114a: Nombre de conciliations prédécisionnelles depuis la création de la CRT (du 25 novembre 2002 au 29 février 2012)					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2002	Novembre	6	4	10
		Décembre	81	8	89
	2003	Janvier	89	14	103
		Février	89	22	111
		Mars	108	25	133
		Avril	93	25	118
		Mai	110	19	129
		Juin	73	16	89
		Juillet	44	6	50
		Août	31	13	44
		Septembre	102	31	133
		Octobre	130	21	151
		Novembre	88	20	108
		Décembre	50	14	64
	2004	Janvier	104	14	118
		Février	96	10	106
		Mars	100	23	123
		Avril	70	6	76
		Mai	68	15	83
		Juin	92	11	103
		Juillet	35	13	48
		Août	46	7	53
		Septembre	99	20	119
		Octobre	111	15	126
	2005	Novembre	130	18	148
		Décembre	98	11	109
		Janvier	100	19	119
		Février	103	28	131
		Mars	89	23	112
		Avril	96	16	112
		Mai	105	19	124
		Juin	98	17	115
		Juillet	29	8	37
		Août	58	5	63
		Septembre	92	12	104
		Octobre	94	23	117
		Novembre	122	14	136
		Décembre	67	16	83

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
	2006	Janvier	86	19	105
		Février	103	8	111
		Mars	105	19	124
		Avril	111	25	136
		Mai	114	35	149
		Juin	82	13	95
		Juillet	59	14	73
		Août	62	9	71
		Septembre	118	16	134
		Octobre	134	42	176
		Novembre	136	23	159
		Décembre	97	18	115
	2007	Janvier	89	24	113
		Février	118	33	151
		Mars	133	30	163
		Avril	109	23	132
		Mai	150	43	193
		Juin	126	29	155
		Juillet	64	13	77
		Août	78	25	103
		Septembre	120	23	143
		Octobre	129	41	170
		Novembre	142	21	163
		Décembre	102	17	119
	2008	Janvier	127	30	157
		Février	126	23	149
		Mars	102	23	125
		Avril	134	36	170
		Mai	111	20	131
		Juin	107	18	125
		Juillet	62	22	84
		Août	47	13	60
		Septembre	128	31	159
		Octobre	153	31	184
		Novembre	94	18	112
		Décembre	47	19	66
	2009	Janvier	83	16	99
		Février	86	11	97
		Mars	113	22	135
		Avril	81	29	110
		Mai	101	22	123
		Juin	89	26	115
		Juillet	46	7	53
		Août	55	11	66
		Septembre	92	21	113
		Octobre	84	23	107
		Novembre	102	11	113
		Décembre	60	8	68
	2010	Janvier	101	19	120
		Février	90	27	117
		Mars	85	14	99
		Avril	83	20	103
		Mai	102	8	110
		Juin	93	17	110
		Juillet	54	6	60
		Août	59	15	74
		Septembre	97	19	116
		Octobre	107	19	126

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
	2011	Novembre	95	30	125
		Décembre	48	15	63
		Janvier	104	29	133
		Février	46	10	56
		Mars	98	12	110
		Avril	69	13	82
		Mai	109	32	141
		Juin	59	24	83
		Juillet	52	19	71
		Août	63	34	97
		Septembre	113	21	134
		Octobre	95	19	114
	Novembre	117	22	139	
	Décembre	73	19	92	
	2012	Janvier	97	13	110
		Février	113	18	131
Total			10 215	2 149	12 364
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Code du travail	2002	Novembre	0	1	1
		Décembre	6	3	9
	2003	Janvier	37	18	55
		Février	35	7	42
		Mars	63	13	76
		Avril	33	9	42
		Mai	40	15	55
		Juin	35	13	48
		Juillet	9	4	13
		Août	6	1	7
		Septembre	31	6	37
		Octobre	55	10	65
		Novembre	32	3	35
		Décembre	6	1	7
	2004	Janvier	36	8	44
		Février	24	24	48
		Mars	22	9	31
		Avril	50	5	55
		Mai	61	10	71
		Juin	38	6	44
		Juillet	3	2	5
		Août	8	6	14
		Septembre	16	4	20
		Octobre	40	6	46
		Novembre	40	3	43
		Décembre	17	6	23
	2005	Janvier	34	11	45
		Février	33	20	53
		Mars	31	0	31
		Avril	10	4	14
		Mai	63	15	78
		Juin	36	4	40
		Juillet	9	2	11
		Août	17	5	22
		Septembre	27	7	34

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
		Octobre	24	3	27
		Novembre	16	5	21
		Décembre	18	4	22
	2006	Janvier	46	10	56
		Février	45	25	70
		Mars	69	6	75
		Avril	53	8	61
		Mai	31	13	44
		Juin	12	9	21
		Juillet	19	6	25
		Août	10	4	14
		Septembre	13	10	23
		Octobre	37	3	40
		Novembre	33	7	40
		Décembre	22	5	27
	2007	Janvier	12	19	31
		Février	25	8	33
		Mars	24	9	33
		Avril	18	13	31
		Mai	37	13	50
		Juin	19	4	23
		Juillet	25	1	26
		Août	24	5	29
		Septembre	20	1	21
		Octobre	29	8	37
		Novembre	31	3	34
		Décembre	27	4	31
	2008	Janvier	51	14	65
		Février	17	10	27
		Mars	21	1	22
		Avril	22	10	32
		Mai	24	24	48
		Juin	36	8	44
		Juillet	7		7
		Août	10	2	12
		Septembre	49	13	62
		Octobre	50	11	61
		Novembre	44	20	64
		Décembre	11	4	15
	2009	Janvier	27	6	33
		Février	38	17	55
		Mars	19	1	20
		Avril	45	9	54
		Mai	17	1	18
		Juin	33	6	39
		Juillet	15	14	29
		Août	11	3	14
		Septembre	25	13	38
		Octobre	28	2	30
		Novembre	20	2	22
		Décembre	17	13	30
	2010	Janvier	15	7	22
		Février	31	7	38
		Mars	23	7	30
		Avril	14	48	62
		Mai	8	9	17
		Juin	23	14	37

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
		Juillet	6	4	10
		Août	5	2	7
		Septembre	17	8	25
		Octobre	24	3	27
		Novembre	26	7	33
		Décembre	20	24	44
	2011	Janvier	22	8	30
		Février	18	5	23
		Mars	36	16	52
		Avril	15	5	20
		Mai	26	7	33
		Juin	35	18	53
		Juillet	5	2	7
		Août	7	5	12
		Septembre	24	6	30
		Octobre	16	8	24
		Novembre	15	12	27
		Décembre	14	11	25
	2012	Janvier	17	10	27
		Février	13	7	20
Total			2 854	931	3 785

**Question 114b: Nombre de cas conclus depuis la création de la CRT
(du 25 novembre 2002 au 29 février 2012)**

Année	Mois	Décisions						Total
		Accueillies	Désiste-ments	Règle-ments	Rejetées	Enquêtes complé-tées	Enquêtes inter-rompues	
2002	Novembre	12	29	34	9	1		85
	Décembre	94	157	178	43	1		473
2003	Janvier	197	242	293	75			807
	Février	219	240	262	92			813
	Mars	257	216	153	68	5	18	717
	Avril	153	300	309	74			836
	Mai	232	192	303	98			825
	Juin	182	233	206	351			972
	Juillet	180	305	237	72			794
	Août	170	163	133	48			514
	Septembre	260	233	161	54			708
	Octobre	346	285	170	85			886
	Novembre	216	196	179	96			687
	Décembre	143	212	142	37			534
2004	Janvier	168	315	187	56			726
	Février	190	458	182	101			931
	Mars	245	308	136	96			785
	Avril	202	174	208	55			639
	Mai	150	217	161	118			646
	Juin	153	190	163	50			556
	Juillet	277	143	139	56			615
	Août	97	134	70	30			331
	Septembre	164	206	177	110			657
	Octobre	143	161	125	45			474
	Novembre	185	207	132	66			590
	Décembre	190	155	147	57			549
2005	Janvier	211	232	162	65			670
	Février	145	184	139	63			531
	Mars	133	292	218	129			772

Année	Mois	Décisions						
		Accueillies	Désiste- ments	Règle- ments	Rejetées	Enquêtes complé- tées	Enquêtes inter- rompues	Total
	Avril	451	229	97	330			1 107
	Mai	225	230	122	82			659
	Juin	511	159	141	241			1 052
	Juillet	251	163	212	150			776
	Août	140	187	59	44			430
	Septembre	305	150	141	329			925
	Octobre	127	299	152	66			644
	Novembre	185	201	107	146			639
	Décembre	139	263	98	160			660
2006	Janvier	151	192	177	81			601
	Février	208	170	161	63			602
	Mars	195	177	228	62			662
	Avril	203	262	167	77			709
	Mai	193	255	222	80			750
	Juin	194	137	142	80			553
	Juillet	152	104	165	45			466
	Août	118	181	120	80			499
	Septembre	328	186	110	48			672
	Octobre	947	182	253	62			1 444
	Novembre	500	155	153	59			867
	Décembre	139	185	126	73			523
2007	Janvier	157	173	181	59			570
	Février	169	292	172	84			717
	Mars	113	142	201	66			522
	Avril	164	130	146	73			513
	Mai	148	180	249	64			641
	Juin	123	127	153	69			472
	Juillet	122	111	150	74			457
	Août	112	88	149	38			387
	Septembre	175	100	117	59			451
	Octobre	204	198	244	61			707
	Novembre	124	153	219	58			554
	Décembre	137	91	184	43			455
2008	Janvier	104	200	171	84			559
	Février	135	133	219	56			543
	Mars	118	144	224	41			527
	Avril	133	147	166	58			504
	Mai	124	188	206	45			563
	Juin	105	126	218	74			523
	Juillet	133	109	182	51			475
	Août	196	121	141	26			484
	Septembre	138	183	175	149			645
	Octobre	126	113	167	74			480
	Novembre	110	159	180	49			498
	Décembre	121	147	182	56			506
2009	Janvier	154	177	157	61			549
	Février	131	152	167	57			507
	Mars	159	151	232	81			623
	Avril	117	148	155	40			460
	Mai	95	137	202	72			506
	Juin	192	163	144	94			593
	Juillet	350	101	151	66			668
	Août	94	184	99	82			459
	Septembre	267	124	189	72			652
	Octobre	191	181	163	38			573
	Novembre	158	341	158	73			730
	Décembre	181	181	159	40			561

Année	Mois	Décisions						
		Accueillies	Désiste- ments	Règle- ments	Rejetées	Enquêtes complé- tées	Enquêtes inter- rompues	Total
2010	Janvier	172	179	237	54			642
	Février	136	129	146	91			502
	Mars	157	223	200	117			697
	Avril	140	170	133	64			507
	Mai	187	154	108	127			576
	Juin	120	131	201	54			506
	Juillet	191	80	118	73			462
	Août	51	104	123	33			311
	Septembre	155	104	150	36			445
	Octobre	115	134	160	44			453
	Novembre	128	291	167	51			637
	Décembre	107	127	122	54			410
2011	Janvier	119	164	134	38			455
	Février	292	122	113	82			609
	Mars	144	147	176	74			541
	Avril	114	254	137	45			550
	Mai	153	191	172	47			563
	Juin	301	97	115	46			559
	Juillet	108	124	86	66			384
	Août	261	91	60	42			454
	Septembre	108	119	114	37			378
	Octobre	153	137	216	36			542
	Novembre	143	127	184	44			498
	Décembre	144	162	151	160			617
2012	Janvier	194	162	192	52			600
	Février	271	158	174	76			679
Total		20 520	19 922	18 520	8 587	7	18	67 574

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP115

Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).

Question 115a: Délai de traitement (jours) des cas réglés depuis la création de la CRT (du 25 novembre 2002 au 29 février 2012) par mois					
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)					
Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
25 novembre au 31 décembre 2002	78	132	183	259	214
Janvier 2003	125	175	279	409	406
Février 2003	99	140	223	322	473
Mars 2003	87	101	146	219	421
Avril 2003	107	130	190	324	333
Mai 2003	70	75	139	215	436
Juin 2003	111	581	159	2255	677
Juillet 2003	93	176	271	431	441
Août 2003	75	85	247	379	311
Septembre 2003	115	123	369	462	460
Octobre 2003	120	130	198	294	636
Novembre 2003	91	119	158	380	413
Décembre 2003	86	133	220	452	287
Janvier 2004	80	107	179	346	420
Février 2004	46	473	174	615	665
Mars 2004	49	54	231	424	446
Avril 2004	50	56	107	205	344
Mai 2004	66	77	144	303	405
Juin 2004	55	68	116	216	327
Juillet 2004	62	62	104	153	401
Août 2004	60	75	126	217	202
Septembre 2004	78	78	141	311	442
Octobre 2004	57	64	91	132	274
Novembre 2004	54	60	106	173	362
Décembre 2004	44	45	97	131	311
Janvier 2005	46	55	117	204	390
Février 2005	75	87	143	200	300
Mars 2005	140	204	447	1031	391

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Avril 2005	49	58	139	311	330
Mai 2005	43	49	118	203	447
Juin 2005	47	112	73	133	518
Juillet 2005	55	57	74	93	302
Août 2005	62	68	117	157	252
Septembre 2005	89	125	138	274	329
Octobre 2005	85	102	121	233	416
Novembre 2005	61	135	176	329	326
Décembre 2005	146	371	308	758	445
Janvier 2006	70	91	245	418	324
Février 2006	37	48	131	204	334
Mars 2006	72	89	164	355	357
Avril 2006	72	143	112	185	401
Mai 2006	57	84	101	161	447
Juin 2006	43	52	91	172	332
Juillet 2006	46	69	137	281	240
Août 2006	70	70	179	388	250
Septembre 2006	61	61	89	127	501
Octobre 2006	83	83	88	111	1 123
Novembre 2006	97	98	95	116	627
Décembre 2006	89	105	114	189	306
Janvier 2007	63	70	100	159	291
Février 2007	99	109	110	168	456
Mars 2007	46	58	118	171	224
Avril 2007	48	48	95	160	279
Mai 2007	64	85	155	342	384
Juin 2007	62	64	158	244	240
Juillet 2007	59	67	110	143	226
Août 2007	52	54	82	105	184
Septembre 2007	63	69	124	152	282
Octobre 2007	33	41	101	176	353
Novembre 2007	45	58	113	156	230
Décembre 2007	45	46	102	133	226
Janvier 2008	82	123	177	278	298
Février 2008	61	65	98	136	253
Mars 2008	34	41	265	473	225
Avril 2008	47	54	103	145	262
Mai 2008	61	61	83	166	270
Juin 2008	63	77	128	309	245
Juillet 2008	51	54	85	118	220
Août 2008	48	48	69	91	258
Septembre 2008	127	140	176	211	396
Octobre 2008	43	55	80	113	227
Novembre 2008	36	49	86	129	215
Décembre 2008	50	57	109	165	248
Janvier 2009	70	84	112	227	309
Février 2009	69	90	91	179	288
Mars 2009	50	85	107	141	324
Avril 2009	69	77	89	122	264
Mai 2009	51	69	106	161	261
Juin 2009	33	34	83	160	369
Juillet 2009	107	111	103	123	457
Août 2009	67	141	93	161	308
Septembre 2009	69	96	126	296	313

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Octobre 2009	75	75	126	235	322
Novembre 2009	151	220	199	660	456
Décembre 2009	46	48	86	231	306
Janvier 2010	72	99	125	604	343
Février 2010	62	68	106	181	255
Mars 2010	73	85	135	241	328
Avril 2010	42	58	129	198	298
Mai 2010	150	158	139	232	367
Juin 2010	62	65	127	162	237
Juillet 2010	80	83	151	170	296
Août 2010	59	99	102	178	125
Septembre 2010	45	49	87	111	225
Octobre 2010	70	103	93	149	263
Novembre 2010	50	284	92	833	407
Décembre 2010	49	60	88	146	212
Janvier 2011	59	73	86	238	218
Février 2011	77	84	134	189	423
Mars 2011	40	44	94	119	251
Avril 2011	69	194	83	178	331
Mai 2011	41	82	86	198	273
Juin 2011	86	86	85	103	356
Juillet 2011	103	119	119	150	211
Août 2011	72	72	81	102	305
Septembre 2011	56	63	87	130	188
Octobre 2011	42	59	102	189	265
Novembre 2011	46	55	86	149	223
Décembre 2011	70	155	181	240	365
Janvier 2012	38	78	97	184	322
Février 2012	43	55	104	178	261

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Loi sur les normes du travail					
25 novembre au 31 décembre 2002	167	231	165	295	341
Janvier 2003	163	241	194	317	392
Février 2003	175	250	211	327	336
Mars 2003	180	252	192	329	271
Avril 2003	145	204	161	255	501
Mai 2003	133	228	158	293	384
Juin 2003	149	228	178	292	289
Juillet 2003	167	287	192	415	349
Août 2003	183	329	248	459	200
Septembre 2003	166	289	205	361	240
Octobre 2003	176	276	206	381	243
Novembre 2003	184	329	222	431	259
Décembre 2003	190	404	224	490	239
Janvier 2004	189	365	223	480	295
Février 2004	182	296	211	378	263
Mars 2004	189	344	195	461	336
Avril 2004	173	296	208	361	290

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Mai 2004	183	238	215	318	236
Juin 2004	191	323	241	409	222
Juillet 2004	189	270	231	346	203
Août 2004	174	265	236	444	113
Septembre 2004	182	260	208	334	203
Octobre 2004	187	270	209	339	192
Novembre 2004	196	267	220	327	221
Décembre 2004	205	296	240	395	233
Janvier 2005	196	350	229	442	274
Février 2005	233	330	242	366	220
Mars 2005	245	337	243	346	304
Avril 2005	176	332	215	381	196
Mai 2005	195	329	215	349	200
Juin 2005	212	347	233	355	192
Juillet 2005	238	327	244	366	284
Août 2005	207	383	235	425	164
Septembre 2005	258	336	267	396	154
Octobre 2005	238	337	248	382	218
Novembre 2005	211	342	234	365	207
Décembre 2005	214	351	228	353	194
Janvier 2006	232	364	269	430	266
Février 2006	210	342	228	404	260
Mars 2006	212	324	233	343	279
Avril 2006	205	340	215	390	260
Mai 2006	208	328	225	419	286
Juin 2006	202	286	224	349	165
Juillet 2006	202	298	210	352	217
Août 2006	218	328	223	378	213
Septembre 2006	205	298	237	378	166
Octobre 2006	209	315	213	330	313
Novembre 2006	218	296	231	345	218
Décembre 2006	253	310	245	366	212
Janvier 2007	232	309	231	341	275
Février 2007	245	314	269	360	256
Mars 2007	240	300	237	323	292
Avril 2007	234	300	243	350	232
Mai 2007	222	325	241	363	254
Juin 2007	232	323	241	365	225
Juillet 2007	216	297	239	348	227
Août 2007	229	292	229	323	199
Septembre 2007	227	339	240	356	163
Octobre 2007	217	357	231	407	338
Novembre 2007	229	320	241	373	317
Décembre 2007	227	362	229	380	223
Janvier 2008	222	311	230	348	256
Février 2008	229	302	247	352	285
Mars 2008	208	316	225	375	294
Avril 2008	193	295	223	364	221
Mai 2008	177	277	202	342	271
Juin 2008	175	341	212	386	252
Juillet 2008	178	283	212	366	224
Août 2008	167	266	212	343	193
Septembre 2008	150	243	186	306	236

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Octobre 2008	156	233	188	314	212
Novembre 2008	161	260	190	354	265
Décembre 2008	160	251	185	355	231
Janvier 2009	164	277	191	372	225
Février 2009	160	266	206	350	207
Mars 2009	153	245	184	329	278
Avril 2009	153	213	165	323	186
Mai 2009	152	202	178	290	217
Juin 2009	146	271	175	368	194
Juillet 2009	148	263	178	329	191
Août 2009	155	269	192	345	138
Septembre 2009	154	244	170	298	210
Octobre 2009	148	277	177	373	199
Novembre 2009	152	257	208	333	178
Décembre 2009	160	289	188	380	220
Janvier 2010	148	351	175	714	269
Février 2010	145	233	178	334	204
Mars 2010	141	252	167	322	269
Avril 2010	144	242	165	352	178
Mai 2010	152	256	199	353	166
Juin 2010	157	252	191	340	246
Juillet 2010	148	253	181	349	137
Août 2010	139	244	172	347	161
Septembre 2010	149	246	207	344	208
Octobre 2010	145	226	161	276	169
Novembre 2010	170	251	203	363	195
Décembre 2010	171	250	205	322	144
Janvier 2011	162	264	177	328	204
Février 2011	160	267	194	375	155
Mars 2011	166	274	185	323	232
Avril 2011	160	229	186	304	196
Mai 2011	164	281	182	355	259
Juin 2011	173	268	224	349	173
Juillet 2011	157	257	188	287	153
Août 2011	174	305	216	363	133
Septembre 2011	165	227	180	284	174
Octobre 2010	171	287	182	340	254
Novembre 2011	175	267	182	296	247
Décembre 2011	163	271	189	356	215
Janvier 2012	179	268	192	336	252
Février 2012	177	344	211	385	252

Veillez noter que la variation importante des délais totaux médians et moyens d'un mois à l'autre est généralement due à la fermeture, au cours de ce mois, de plusieurs dossiers dont le traitement a été interrompu en raison de procédures judiciaires. À titre d'exemple, en janvier 2010, les délais totaux de 604 jours du *Code du travail* et de 714 jours de la *Loi sur les normes du travail* sont attribuables à la fermeture de près de 100 dossiers ayant fait l'objet de procédures judiciaires et qui ont été reçus à la Commission, pour la plupart, au cours de l'année 2002.

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Question 115b : Délai de traitement (jours) des cas réglés du 25 novembre 2002 au 29 février 2012 selon les principaux articles

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	

Code du travail

Article 16 - congédiement*	84	204	150	442	2 207
Article 25 - champ libre*	35	39	108	487	3 762
Article 25 - conflit*	40	41	82	379	1 642
Article 39 - modification*	41	45	80	107	9 234
Article 39 - statut de salarié*	160	260	329	569	3 687
Article 41 - révocation*	37	37	65	85	2 122
Article 45 - transmission*	45	59	159	409	3 376
Article 47.3 - renvoi*	142	157	167	228	1 500
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	38	62	80	157	983
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	60	95	157	227	120

Loi sur les normes du travail

Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	181	281	200	323	3 114
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	170	256	182	281	299
Article 122 - plainte*	180	276	198	348	4 728
Article 122.1 - (retraite)*	196	303	211	402	177
Article 122.2 - (maladie)*	133	267	160	362	1 313
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	156	256	190	319	1 941
Article 124 - plainte congédiement*	194	304	224	380	13 971
Article 128 - indemnité*	134	239	161	328	387

Article 16 - congédiement CT : plainte en mesures disciplinaires – congédiement

Article 25 - champ libre CT : requête en accréditation, champ libre

Article 25 - conflit CT : requête en accréditation, conflit

Article 39 - modification CT : requête en modification d'accréditation

Article 39 - statut de salarié CT : requête en interprétation et statut de salarié

Article 41 - révocation CT : requête en révocation d'accréditation

Article 45 - transmission CT : requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)

Article 122.2 - (maladie) LNT: plainte en congédiement - maladie

Article 123.6 - harcèlement psychologique LNT: plainte pour harcèlement psychologique

Article 124 LNT: plainte en congédiement sans cause juste et suffisante

Article 128 - indemnité LNT: requête pour fixation d'indemnité

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP116

Budget de fonctionnement de la CRT en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

	<u>2008-2009</u>	<u>2009-2010</u>	<u>2010-2011</u>
Rémunération	11 703 200	11 885 000	11 360 000
Fonctionnement			
Transport et communications	673 000	600 000	500 000
Services professionnels et auxiliaires	1 558 200	1 630 000	1 820 000
Loyers	1 637 400	1 550 000	1 550 000
Fournitures et approvisionnement	222 500	165 000	110 000
Service de la dette	60 000	55 100	0
Amortissement	455 100	350 000	330 000
Total Fonctionnement	4 606 200	4 350 100	4 310 000
Grand total	16 309 400	16 235 100	15 670 000
	<u>2011-2012</u>	<u>2012-2013</u>	
Rémunération	11 930 000	12 830 000	
Fonctionnement			
Transport et communications	515 000	520 000	
Services professionnels et auxiliaires	2 038 100	1 925 000	
Loyers	1 825 000	1 980 000	
Fournitures et approvisionnement	110 000	85 000	
Service de la dette	0	0	
Autres	120 000	0	
Amortissement	400 000	510 000	
Total Fonctionnement	5 008 100	5 020 000	
Grand total	16 938 100 ¹	17 850 000	

¹ La CRT s'est vu octroyer un budget additionnel de 1 438 100 \$ en 2011-2012 à la suite de l'intégration du Conseil des services essentiels le 1^{er} octobre 2011.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP117

Effectifs de la CRT en 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

Effectifs 2011-2012 : 123 employés

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP118

Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés en 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP119

Nombre d'enquêteurs affectés au respect des dispositions antibriseurs de grève du Code du travail.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP120

Nombre d'enquêteurs affectés aux agences de placement.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Commission des relations du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP121

Nombre d'enquêtes concernant le respect des dispositions antibriseurs de grève qui ont eu lieu depuis 2004-2005. Ventiler pour chacune des années financières.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission des relations du travail, 29 février 2012

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale